

PRÉFET DE LA RÉGION CHAMPAGNE-ARDENNE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

**Arrêté portant décision après examen au cas par cas
en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement**

Le Préfet de la région Champagne-Ardenne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 juillet 2012 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n°F02112P0045, relatif au projet d'amélioration de dessertes forestières dans le bois de Ferrières sur les communes de Chaumesnil et La Chaise (10), reçu complet du groupement forestier BOHAF le 20 février 2013 ;

Vu l'arrêté du préfet de la région Champagne-Ardenne du 8 février 2013 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Christophe Villemaud, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne-Ardenne ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé et sa réponse en date du 14 mars 2013 ;

Considérant que le projet consiste à empierrer des pistes forestières existantes, d'une longueur totale de 2 321 m, situées dans le bois de Ferrières sur la commune de Chaumesnil, et à élargir le pont franchissant le rû de la Bourbonne sur la commune de La Chaise ;

Considérant que le projet relève de la rubrique 6°d) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas tout projet de route d'une longueur inférieure à 3 km ;

Considérant que le projet concerne des pistes forestières existantes et déjà utilisées pour l'exploitation forestière ;

Considérant que le bois de Ferrières est situé hors de toute zone naturelle d'inventaire scientifique ou de protection réglementaire et présente des caractéristiques écologiques très différentes de la zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique « Étang de Ramerupt et ses annexes », située au sud ;

Considérant que le pétitionnaire devra s'assurer, au besoin en procédant à des inventaires de la faune et de la flore, de l'absence sur le site d'espèces protégées, qu'en cas de présence avérée et d'impact ne pouvant être évité, le pétitionnaire devra prévoir des mesures d'atténuation ou de compensation afin de garantir la protection des espèces concernées ;

Considérant qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles, le projet n'est pas susceptible d'avoir un impact notable sur l'environnement ;

ARRÊTE

Article 1er

Le projet d'amélioration de la desserte forestière du bois de Ferrières sur les communes de Chaumesnil et de La Chaise dans l'Aube, présenté par le groupement forestier BOHAF, n'est pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne-Ardenne.

Fait à CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE, le 25 MARS 2013

Pour le préfet, par délégation
le directeur régional de l'environnement,
de l'aménagement et du logement,



Jean-Christophe VILLEMAUD

Voies et délais de recours

Le recours gracieux doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à

Monsieur le préfet de région
Préfecture de région
1 cour d'Ormesson
51036 Châlons-en-Champagne Cedex

Le recours hiérarchique doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à

Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Grande arche
Tour Pascal A et B
92055 La Défense cedex

Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la publication de la décision ou du rejet du recours administratif. Il doit être adressé au :

Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne
25 rue du Lycée
51036 Châlons-en-Champagne Cedex